



CETIM
Rue Amat 6 - 1202 Genève - Suisse
Phone : +41 22 731 59 63
cetim@bluewin.ch



FIAN International
PO Box 102233 - 69012 Heidelberg - Germany -
Phone: +49 6221 6530030 ebert@fian.org



La Vía Campesina
International Operative Secretariat - Jalan Mampang
Prapatan XIV No 5 - Jakarta Selatan 12790, Jakarta -
Indonesia
Phone: +62 21 7991890
viacampesina@viacampesina.org

Conférence de presse La Vía Campesina, FIAN et le CETIM demandent que l'ONU accorde plus d'attention aux droits des paysans dans le monde

Genève le 12 mai 2006

Dans le monde entier des paysan-ne-s sont en train de se battre pour leur vie. Beaucoup d'entre eux ont essayé de défendre leur terre et leur savoir traditionnelle. D'autres ont été arrêtés, terrorisés, torturés et même tués dans leur combat pour la vie. Citons des exemples récents : le mois dernier Enrico Cabanit, le Secrétaire général de UNORKA (une organisation paysanne aux Philippines) a été assassiné ; en novembre 2005, Jeon Yong-Cheol, un paysan coréen est mort suite à une brutale répression policière pendant une manifestation contre la libéralisation du marché du riz. En septembre 2005, la police est intervenue dans une rencontre internationale de la Vía Campesina à Tanak Awuk West Nusa Tenggara en Indonésie, blessant 27 personnes et une paysanne a fait une fausse couche. Au Brésil, les leaders paysans sont constamment réprimés car en mars dernier ils ont remis en cause la société transnationale Aracruz et les politiques de développement rural qui favorisent l'agrobusiness et les monocultures d'eucalyptus. En décembre dernier à Hong Kong, pendant les rassemblements de protestation contre l'OMC, des centaines de membres de la Vía Campesina ont été arrêtés. Ce ne sont que quelques exemples. De nombreux cas restent méconnus du public alors qu'ils font partie de la vie quotidienne des paysans.

Cette année encore la Vía Campesina publie son rapport annuel sur les violations des droits humains que subissent ses membres. Ces violations sont multiples et affectent tous les droits humains : déplacement massif forcé et légalisation des terres volées par les groupes paramilitaires en Colombie, destruction de l'environnement et des ressources naturelles en République dominicaine, expulsions forcées en Indonésie, migrations massives des paysans d'Amérique latine qui deviennent une main d'œuvre bon marché sans aucun droit aux Etats-Unis. Les pratiques de dumping sont à l'origine de l'arrivée massive de produits agricoles peu coûteux sur les marchés locaux dans de nombreux pays, ce qui rend les produits locaux non compétitifs vis-à-vis des produits importés. Ainsi des fermiers en Inde et en Thaïlande sont tombés dans le piège du surendettement ce qui a provoqué selon nos informations le suicide de plus de 10 000 paysans indiens. En Europe, une ferme disparaît toutes les trois minutes car les petites exploitations ne peuvent pas concurrencer les exploitations de large échelle.

Le rapport annuel sur les violations des droits humains des paysans sera utilisé comme une preuve qu'il est urgent de reconnaître les droits des paysans et la nécessité d'avoir une meilleure protection dans le système des Nations Unies des droits humains. La Vía Campesina, FIAN et le CETIM exigent :

1. L'application des instruments de protection existants des droits humains des paysans. Développer des instruments additionnels, en particulier une Convention internationale sur les droits des paysans, est nécessaire pour une protection effective de tous les droits. Nous appelons le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, récemment créé, à mettre les droits des paysans sur leur ordre du jour en tant que priorité.
2. Qu'une enquête immédiate soit menée et que tous les responsables de meurtres et de crimes commis contre les paysans aux Philippines, en Corée du Sud, en Colombie, au Honduras, en Indonésie et dans beaucoup d'autres pays soient punis. Les organes de droits humains des Nations Unies devraient pousser les gouvernements de ces pays à combattre l'impunité des crimes et les violations des droits humains commis contre les paysans.
3. La reconnaissance et la protection des droits humains de tous les migrant-e-s.
4. De retirer le domaine de l'agriculture de l'OMC, ainsi que des accords bilatéraux et régionaux de libre échange car ils violent les droits des paysans et empêchent la souveraineté alimentaire des nos peuples.

Nous appelons tous les autres mouvements sociaux et les organisations de la société civile à travers le monde à soutenir l'initiative d'une Convention internationale sur le droit des paysans et pour une meilleure protection des droits des paysans.

Vous trouverez les informations relatives au rapport annuel de la Vía Campesina sur le site : www.viacampesina.org